



La page de Lumière Aurange

Congo-Brazzaville

=====

Alliance pour la République et le Démocratie(ARD)

tribune 5

=====



Le Congo-Brazzaville est riche. Les Congolais ont droit à une vie digne. Halte à la mise à sac des finances publiques et au tripatouillage de la Constitution.

Membre de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et troisième producteur de l'or noir en Afrique subsaharienne après le Nigéria et l'Angola, la République du Congo traverse paradoxalement, une crise économique, financière et sociale très aiguë qui impacte très négativement le vécu quotidien des populations congolaises. Ces dernières vivent actuellement un véritable enfer terrestre.

En effet, l'Etat congolais est aujourd'hui illiquide et n'assure plus le fonctionnement régulier et efficace des pouvoirs publics, notamment les paiements courants (le service de la dette extérieure et de la dette intérieure sociale et commerciale, le paiement des salaires des fonctionnaires qui émargent au budget de transfert, des pensions des retraités de la CRF, des bourses des étudiants au Congo et à l'étranger, des droits sociaux des travailleurs des entreprises liquidées, l'indemnisation des victimes de l'explosion d'armes et de munitions de guerre dans les camps militaires de Mpila à Brazzaville, le 4 mars 2012, etc.).

Les populations sont en colère contre les pénuries chroniques d'eau potable, d'électricité, de carburant et de gaz domestique, l'explosion exponentielle de la morbidité et de la mortalité sur



La page de **Lumière Aurange**

l'ensemble du territoire national, le chômage endémique en général, le chômage des jeunes en particulier, la flambée des prix des denrées alimentaires de première nécessité, la baisse drastique de leur pouvoir d'achat et par-dessus tout, la pauvreté extrême dans laquelle elles sont plongées.

Dans ce contexte morose, depuis plus de 2 mois, tous les hôpitaux publics du pays sont en grève, pour cause de non-paiement des salaires de leurs travailleurs comme en témoignent les illustrations ci-après :

- Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B) : 5 mois d'arriérés ;
- Hôpital général de Nkombo (Brazzaville) : 7 mois ;
- Hôpital général Adolphe Cissé de Pointe-Noire : 8 mois ;
- Hôpital Edith Lucie Bongo Ondimba d'Oyo : 9 mois ;
- Hôpital général d'Owando : 10 mois ;
- Hôpital général de Loandjili de Pointe-Noire : 12 mois (soit, 1 an) ;
- Hôpital général d'Impfondo : 12 mois (soit 1 an) ;
- Hôpital général de Dolisie : 24 mois (soit 2 ans).

La situation des travailleurs des mairies est plus catastrophique que celle des actifs des hôpitaux publics. En témoignent les statistiques suivantes :

- Mairie de Dolisie : 10 mois ;
- Mairie de Brazzaville : 12 mois (soit, 1 an) ;
- Mairie de Pointe-Noire : 24 mois (soit, 2 ans) ;
- Mairie de Ouessou : 96 mois (soit, 8 ans) ;
- Mairie de Nkayi : 98 mois (soit, 8 ans et 2 mois) ;
- Mairie de Mossendjo : 112 mois (soit, 9 ans et 4 mois).

Les retraités de la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) totalisent 59 mois d'arriérés de pension dont, 6 mois au titre de l'année 2026, 2 mois au titre de l'année 2024 et 51 mois au titre des années antérieures, soit au total 59 mois, ce qui équivaut à 4 années et un mois d'impayés. C'est du jamais vu au Congo-Brazzaville. Les étudiants boursiers de l'Etat congolais mènent une existence misérable, car, les impayés de leurs bourses varient entre 3 et 5 ans, selon les pays dans lesquels ils font leurs études. Est-il imaginable et humain d'envoyer des étudiants dans des pays étrangers et ne pas penser à payer leurs bourses pendant 3, voire 5 ans ?



La page de Lumière Aurange

Au total, sur l'ensemble du territoire national, les populations congolaises connaissent une situation sociale extrêmement difficile. Le peuple est exsangue, c'est-à-dire, en piteux état. Les retraités de la CRF meurent de misère par milliers.

Ceux d'entre eux qui sont des locataires sont confrontés à de grandes difficultés de paiement des loyers et exposés à des expulsions intempestives. De façon étonnante et incompréhensible, les tenants du pouvoir continuent de prétendre que le Congo va bien et qu'il est en train d'accélérer sa marche vers le développement. Toute honte bue, ils s'emploient à faire croire que le bilan de leur gestion du pays est globalement positif. Assis sur ce mensonge, ils restent insensibles et inactifs face à la détresse sociale des populations. La galère extrême dans laquelle ils ont plongé les Congolais est le cadet de leurs soucis.

A preuve, alors que le pays est quasiment en banqueroute, l'Etat/PCT qui prétend par ailleurs qu'il n'a pas d'argent pour payer les salaires des fonctionnaires en grève, les pensions des retraités de la CRF, les bourses des étudiants au Congo et à l'étranger, la dette intérieure sociale et commerciale etc., l'Etat/PCT disions-nous, a englouti des sommes astronomiques dans des dépenses d'apparat en organisant des festivités grandioses et coûteuses, pour célébrer le 66^{ème} anniversaire de

l'accession du Congo à l'indépendance nominale, le 15 août 1960. Cette célébration était-elle vraiment, vraiment nécessaire ?

De même, pendant que les populations broient du noir, les tenants du pouvoir se construisent des fortunes colossales et se vautrent dans une opulence scandaleuse et un luxe insolent. Ils passent leur temps dans des jouissances mondaines, des mariages et anniversaires princiers, des vacances paradisiaques dans des pays développés. Il y a une fracture sociale abyssale entre d'un côté, les nouveaux riches, constitués par les tenants du pouvoir, et de l'autre, les populations congolaises, totalement abandonnées à leur triste sort.

Le Congo-Brazzaville est devenu un pays compartimenté dans lequel, la plus grande richesse côtoie la plus grande misère, où le palais de marbre côtoie le taudis et où les tenants du pouvoir narguent quotidiennement les populations par leurs modes de vie aristocratiques et ostentatoires et leur attitude hautaine et présomptueuse.

Face à l'insensibilité à l'humain et à l'indifférence hautaine que l'Etat/PCT affiche vis-à-vis de la désespération du peuple congolais, l'ARD reprend à son compte cette interpellation de l'actuel président des USA, Donald Trump, à l'endroit des décideurs et gestionnaires africains :

(...) Si après 50 ans d'indépendance, vous n'avez pas construit des infrastructures nécessaires pour votre peuple, êtes-vous des humains ? Si vous vous asseyez sur l'or, le diamant, le pétrole, le manganèse, l'uranium, et que vos populations n'ont pas à manger, êtes-vous des humains ? Si votre seul projet social est de rester au pouvoir à vie, êtes-vous des humains ? (...).

Dans le même ordre de préoccupations, le philosophe français, Alain déclarait : « Il y a une certaine honte à être heureux devant les misères des autres ».



La page de Lumière Aurange

En sa qualité de parti humaniste, l'ARD condamne avec la plus grande fermeté, les graves violations par l'Etat/PCT des droits économiques, sociaux et culturels des populations congolaises, ainsi que les traitements inhumains, dégradants et cruels dont elles sont victimes de la part du pouvoir de Brazzaville. Pour l'ARD, l'objectif fondamental de tout Etat responsable est de protéger ses citoyens contre les aléas de la vie (le besoin physique, la maladie, l'ignorance, l'oisiveté, les accidents de travail, la vieillesse, la misère, la pauvreté) qui mettent en péril leurs capacités de subsistance.

Comme le déclarait François Guizot (un acteur politique français) : « Tout gouvernement, pour assurer sa survie, doit satisfaire aux besoins de la société qu'il régit et chercher ses racines dans les intérêts moraux et matériels de son peuple »¹.

Guizot. Cité par Pierre Rosanvallon in « Le Bon gouvernement », Edition du seuil, Paris, 2015, P. 282 1.

Contrairement à l'Etat/PCT qui ne remplit pas les devoirs de sa charge et qui priorise les intérêts personnels et égoïstes de ses tenants au détriment de ceux du peuple congolais, l'ARD propose un autre chemin pour le Congo, car, le sens de son engagement politique est la défense de la cause du peuple congolais, à travers :

- l'exigence d'impartialité ;
- l'égale prise en compte de chaque citoyen ;
- l'instauration d'un Etat impartial ;
- la promotion de la justice sociale ;
- une juste répartition de la richesse nationale ;
- l'idéal moral de la solidarité ;
- le dévouement à l'intérêt général ;
- l'égalité en droits et en dignité de tous les Congolais ;
- l'égalité homme/femme, etc.

Or, face à la souffrance sociale actuelle des populations, au lieu de promouvoir des mesures fortes et appropriées visant à déminer les tensions vives qui déchirent le pays, le pouvoir de Brazzaville a choisi comme à son habitude, la diversion, la ruse politique et la fuite en avant, en lançant un ballon d'essai par ses hommes de main interposés, un faux débat sur la modification de la Constitution du 25 octobre 2015, Constitution qu'il avait pourtant lui-même imposée au peuple congolais par la force des armes. Par cette ruse politique, l'Etat/PCT tente de faire croire que la cause principale des maux colossaux dont souffrent le peuple congolais aujourd'hui serait la Constitution du 25 octobre 2015. C'est là un odieux mensonge qu'il importe de dénoncer avec la dernière énergie dès maintenant.



La page de Lumière Aurange

Le nouveau nègre choisi par le pouvoir pour faire passer la pilule est, Placide Moudoudou, ancien doyen de la Faculté de droit de l'université Marien Ngouabi et ancien directeur de cabinet de Jean-Jacques Bouya, délégué général aux Grands travaux. Comme le dit l'adage populaire : « Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es » ou encore « Qui se ressemble, s'assemble ».

Le sieur Placide Moudoudou est, pour reprendre la belle formule du penseur italien GRAMSCI, un « intellectuel organique », c'est-à-dire, un lettré chargé d'exécuter les basses besognes de l'Etat/PCT en matière de Constitution. Homme de main de Jean-Jacques Bouya, Placide Moudoudou a donc été choisi pour mettre en musique, le nouveau projet de modification de la Constitution, concocté par l'Etat/PCT.

Pour bien comprendre la signification politique profonde de ce nouveau projet, il faut l'inscrire dans le cadre de la vision du pouvoir politique du président Denis Sassou Nguesso. En effet, à diverses reprises, au cours de ses entretiens avec les notables traditionnels d'Oyo, son village natal, le chef de l'Etat congolais a dévoilé sa conception du pouvoir politique en ces termes (...) Le chef est choisi pour l'éternité. Seule la volonté de Dieu peut retirer le pouvoir à un dignitaire, mais seulement lorsque ce dernier est devenu incapable ou indigne.

Si un jour, je décidais que le moment est venu pour moi de m'asseoir et de quitter le pouvoir, moi-même, je le ferai savoir à ce moment-là. Pour l'instant, il n'y a personne capable de me remplacer dans la fonction de président de la République. Je vous le dis, cette personne à ce jour, n'existe pas (...).

On comprend dès lors, pourquoi le chef de l'Etat congolais veut modifier la Constitution du 25 octobre 2015 qui ne lui garantit plus les conditions pour être à nouveau candidat à l'élection présidentielle de 2031. Il veut mourir au pouvoir pour être enterré avec les honneurs et le faste dignes du grand timonier qu'il prétend être.

Surtout, il ne veut pour rien au monde, avoir un jour à répondre du bilan calamiteux de ses 42 ans de pouvoir sans partage. Comme il l'a fait en octobre 2015, il anticipe et prépare déjà sa candidature à l'élection présidentielle de 2031, pour demeurer à vie à la barre. Pour rappel, un adage populaire de chez nous dit : « On n'apprend pas à faire de la grimace à de vieux singes ». Le peuple congolais connaît par cœur l'Etat/PCT. Cette fois, la nouvelle imposture ne passera pas.

Pour faire face à la situation d'urgence sociale actuelle, l'ARD propose quatre axes d'actions concrètes à promouvoir sans délai.

- **En premier lieu**, l'ARD sollicite la bienveillance de son excellence, monsieur le président de la République et a l'honneur de l'inviter, à bien vouloir convoquer dans l'urgence, un véritable dialogue politique national, rassemblant sans exclusive, toutes les forces politiques et sociales du pays, pour définir ensemble, des mesures fortes et appropriées, en vue de sortir de façon pacifique, notre chère patrie de la crise multidimensionnelle gravissime qui le plombe aujourd'hui.



La page de Lumière Aurange

- **En second lieu**, l'ARD sollicite la bienveillance de son excellence, monsieur le président de la République et a l'honneur de l'inviter, à bien vouloir ordonner au Premier ministre et au ministre des Finances, de rapatrier sans délai, au Congo et au profit du Trésor public, les 14 mille milliards de francs CFA des excédents budgétaires engrangés de 2003 à 2014 et dédiés aux générations futures.

- **En troisième lieu**, l'ARD sollicite la bienveillance de son excellence, monsieur le président de la République et a l'honneur de l'inviter, à bien vouloir ordonner au PDG de la SNPC, de rapatrier dans l'urgence au Congo et au profit du Trésor public, les recettes de toutes les ventes de la part du brut de l'Etat résultant des contrats de partage de production, après déduction de 1,69% du produit

des ventes, pour sa rémunération, ce, 8 jours après l'encaissement des recettes, conformément à la Convention Etat/SNPC, signée le 30 juin 2001, Convention que la SNPC n'a jamais appliquée depuis sa création. Le temps est venu de l'y obliger.

- **En quatrième lieu**, l'ARD interpelle les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, afin qu'ils interpellent à leur tour, le Premier ministre, à l'effet d'ordonner à chaque ministre et à chaque responsable placé sous sa tutelle et ayant placé de l'argent public dans ses comptes bancaires privés à l'extérieur, de rapatrier cet argent au Congo et au profit du Trésor public, sans délai.

L'ARD se réserve le droit d'ester en justice contre X pour génocide des populations congolaises.

Aujourd'hui, il faut impérativement prioriser les réponses concrètes, fortes et urgentes à apporter à la détresse sociale du peuple congolais. Le Congo est riche. Les Congolais ont droit à une vie digne.

Fait à Brazzaville, le 5 octobre 2026

Pour la Conférence des présidents

Mathias DZON

=====